

Íngrid Betancourt

Íngrid Betancourt Pulecio², née à Bogotá le 25 décembre 1961, est une femme politique franco-colombienne, ancienne sénatrice et députée colombienne.

Elle est enlevée par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) le 23 février 2002 alors qu'elle fait campagne, malgré les avertissements de la police et de l'armée, dans une zone où la guérilla est fortement présente. Sa détention est fortement médiatisée, en particulier « sur le registre de l'émotion » en France , ce qui en fait un otage de valeur pour la guérilla. Le gouvernement français essaya de la faire libérer en négociant avec les FARC et avec l'aide du président vénézuélien Hugo Chávez, sans succès .

Elle est délivrée, en compagnie de quatorze autres otages, lors de l'opération Jaque menée par l'armée nationale colombienne le 2 juillet 2008, six ans et demi après son enlèvement ⁴. Sa libération, de même que son enlèvement en février 2002, ont reçu un large écho dans les médias.

Elle est désignée présidente d'honneur des Verts mondiaux lors du congrès du même nom en mai 2008 au Brésil ⁵.

Sommaire

- 1 Biographie
 - 1.1 Religion
 - 1.2 Carrière politique
 - 1.3 Otage des FARC entre 2002 et 2008
 - 1.3.1 2002
 - 1.3.2 De 2003 à 2006
 - 1.3.3 2007
 - 1.3.4 2008
 - 1.3.5 Libération
 - 1.4 Retour en France
 - 1.4.1 Critiques
 - 1.5 Après sa libération
- 2 Publications
- 3 Voir aussi
 - 3.1 Articles connexes
 - 3.2 Bibliographie
 - 3.3 Filmographie
 - 3.4 Chanson
 - 3.5 Liens externes
- 4 Notes et références

Biographie

Íngrid Betancourt est la fille de Gabriel Betancourt Mejía, ancien ministre colombien de l'Éducation (sous la dictature du général Gustavo Rojas Pinilla) et de Yolanda Pulecio Vélez, ancienne reine de beauté du département de Cundinamarca devenue sénatrice. Elle passe une partie de son enfance en France, lorsque son père est en poste à l'UNESCO. Elle fait ses études primaires à Paris (Assomption Lubeck) puis ses études secondaires au lycée français Louis-Pasteur de Bogotá ⁶, réservé aux familles assez fortunées pour assumer le prix d'entrée ⁷.

Après son baccalauréat, elle retourne à Paris pour suivre les cours de l'Institut d'études politiques. Son père est alors ambassadeur de Colombie à l'UNESCO, et de nombreuses personnalités fréquentent la famille. C'est ainsi qu'Íngrid Betancourt fait la connaissance du poète Pablo Neruda, avec lequel sa famille gardera un fort lien d'amitié jusqu'à la mort de ce dernier en 1973 ⁸.

Après être rentrée en Colombie et avoir vécu la séparation de ses parents, Íngrid

Íngrid Betancourt



Íngrid Betancourt à Pise (Italie), en 2008.

Mandats

Membre du Sénat de la République de Colombie

20 juillet 1998 – 23 février 2002

Président Andrés Pastrana Arango

Membre de la Chambre des représentants de Colombie

20 juillet 1994 – 20 juillet 1998

Président Ernesto Samper Pizano

Biographie

Nom de naissance Íngrid Betancourt Pulecio

Date de naissance 25 décembre 1961

Lieu de naissance Bogotá, Colombie

Nationalité France
 Colombie ¹
 Seychelles ¹

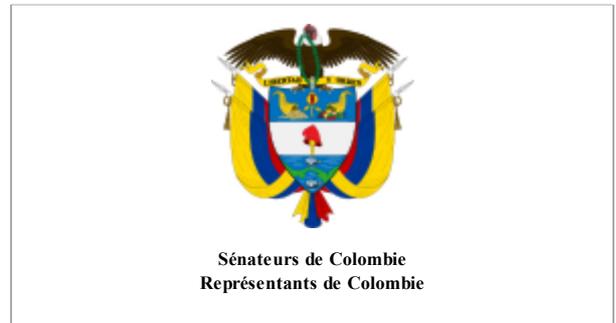
Parti politique Oxígeno Verde (1998 - 2005)

Diplômé de Institut d'études politiques de Paris

Profession Politologue

Betancourt repart pour Paris et entre à l'Institut d'études politiques où elle a pour professeur Dominique de Villepin . C'est là qu'elle fait la connaissance d'un Français, Fabrice Delloye, qu'elle épouse en 1981. Elle acquiert ainsi la nationalité française. De cette union naissent deux enfants, Mélanie et Lorenzo Delloye-Betancourt.

En 1990, Ingrid Betancourt divorce et revient seule à Bogotá. Elle épouse en 1997 Juan Carlos Lecompte, homme politique colombien, architecte de formation et publicitaire de métier. Dans ses remerciements après sa libération, elle n'aura pas un mot pour lui et le couple est en instance de divorce ¹⁰.



Religion

Ingrid Betancourt est une catholique très fervente et témoigne sa foi publiquement. Elle a rencontré le pape Benoît XVI, le 1^{er} septembre 2008 en audience privée, et est ressortie enthousiaste de l'entretien : « un rêve », « une expérience inoubliable », « depuis ma libération je voulais le voir et l'embrasser » ¹¹. Elle a souligné dans une interview à la sortie de son entretien sa dévotion à Marie, ajoutant qu'elle plaignait « ceux qui ne connaissent pas la Vierge Marie » ¹².

Quelques jours avant son enlèvement, dans un entretien avec le mensuel *Credencial*, elle explique sa position sur l'avortement:

« Je suis catholique et pratiquante. La décision de l'avortement est une question intime, tout à fait personnelle. Comme catholique, j'éprouverais les plus grandes difficultés à accepter moi-même d'y avoir recours ¹³ »

Carrière politique

En 1990, Ingrid Betancourt entre au ministère colombien des Finances. Elle est élue députée en 1994 et crée son parti, Oxígeno Verde, en 1998. Elle est élue sénatrice la même année.

Elle s'apprête à se présenter à l'élection présidentielle, et, malgré les avertissements de la police et de l'armée, fait campagne dans une zone où la guérilla est fortement présente, lorsqu'elle est enlevée par les Forces armées révolutionnaires de Colombie le 23 février 2002 près de Florencia, en compagnie de sa directrice de campagne, Clara Rojas.

Otage des FARC entre 2002 et 2008

2002

Lorsque les pourparlers avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie sont arrêtés en février 2002, le gouvernement d'Andrés Pastrana donne l'ordre de reprendre la zone de 42 000 km² concédée, sans contrepartie, comme zone démilitarisée. L'opération *Thanatos* est déclenchée par l'armée le 21 février 2002, avec le bombardement de quatre-vingt cinq cibles dans cette zone ¹⁴.

Le samedi 23 février 2002, le président Pastrana part en hélicoptère vers San Vicente del Caguán (Colombie) dans le but de rendre officielle la présence des forces armées dans la commune. Les autorités refusent à Ingrid Betancourt la possibilité de voyager par voie aérienne avec les journalistes qui accompagnent le chef de l'État ¹⁵. Ce refus vaut pour l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle, comme s'en est expliqué depuis Andrés Pastrana:

« [Les divers candidats] voulaient se rendre à San Vicente. Le ministre de la Défense, Gustavo Bell, avec qui j'abordai cette question, m'informa alors de l'absence de conditions suffisantes de sécurité pour la visite des candidats. Nous étions effectivement en train de lancer les opérations militaires de reconquête [de la ex-zone démilitarisée], et il était donc prématuré de vouloir y réaliser le moindre prosélytisme, même une manifestation de solidarité. Tous les candidats comprirent ces justifications de prudence sauf Ingrid Betancourt, qui insista pour s'y rendre ¹⁶ »

Ingrid Betancourt décide ainsi de s'y rendre, pour soutenir le maire de San Vicente del Caguán, membre de son parti politique. Elle prend la route de Florencia (capitale du département) qui mène à San Vicente del Caguán, malgré les avertissements du gouvernement lui signalant la présence de guérilleros procédant à des barrages en certains endroits de la route. Alors qu'une dernière barrière militaire empêche le convoi de continuer et que les militaires annoncent la présence des guérilleros quelques kilomètres plus loin, la candidate donne l'ordre à son conducteur de poursuivre sa route après avoir signé un document dans lequel elle reconnaît être responsable de cette décision. Ingrid Betancourt et Clara Rojas réussissent à passer plusieurs barrages des FARC avant qu'elles soient arrêtées à Paujil (Caquetá) ¹⁷.

Bien qu'Ingrid Betancourt soit créditée seulement de moins d'1% des intentions de vote, cet enlèvement inquiète le pouvoir, eu égard à la notoriété de la candidate à l'étranger, surtout en France ¹⁸.

L'enlèvement d'Ingrid Betancourt prend, en effet, du point de vue français, une "dimension romantique" ¹⁹. Une sympathie profonde lie le ministre français des Affaires étrangères et futur premier ministre, Dominique de Villepin, à la franco-colombienne. Par ailleurs, l'ambassadeur de France à Bogotá, Daniel Parfait, est l'amant puis le compagnon de la sœur d'Ingrid Betancourt, Astrid, ce qui le conduit à une gestion personnelle ²⁰ du dossier. Il est à noter que la disparition de la Française Aïda Duvaltier ²¹, le 21 février 2001, soit près d'un an plus tôt, n'a fait l'objet d'aucune sollicitude publique de la part du gouvernement français ²². La "personnalisation excessive" autour du seul cas Betancourt contribuera à la détérioration des relations entre la Colombie et la France ²³.

De 2003 à 2006

L'opération dite « du 14 juillet » est une tentative de libération d'Ingrid Betancourt, qui s'est soldée par un véritable fiasco. Elle a provoqué une tension dans les relations diplomatiques de la France avec la Colombie et le Brésil.

Le 9 juillet 2003, un avion de transport militaire français atterrit sur l'aéroport de Manaus, au Brésil, à la demande de la famille Betancourt, dans le but d'exfiltrer l'otage, dont la libération imminente est attendue sur la foi d'une information incertaine. À bord de l'avion se trouvent une équipe médicale et des diplomates, dont le chef-adjoint du cabinet du ministre des Affaires étrangères français, qui a décidé de l'opération. Le commandant de bord a obtenu l'autorisation d'atterrissage au prétexte de faire le plein de kérosène avant de regagner Cayenne. L'attitude des Français paraît suspecte aux yeux de la police brésilienne (refus d'inspection de l'avion, propos des Français concernant le « ramassage de quatre personnes » surpris par des Brésiliens). Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, informé le 12 juillet de cette présence française, contacte son homologue français qui fait allusion à une opération humanitaire. Le 13 juillet, l'avion doit décoller pour Cayenne, sur ordre du président Luiz Inácio Lula da Silva.

L'opération est rendue publique par l'hebdomadaire brésilien *Carta Capital*. Elle donne alors lieu à la convocation des ambassadeurs français au Brésil et en Colombie. Dominique de Villepin présente des excuses publiques le 31 juillet. La mission provoque une polémique, ayant été décidée par le ministre français des Affaires étrangères seul qui n'a informé ni le ministre de la Défense, ni le Premier ministre, ni le président de la République (lors d'un point de presse, Jacques Chirac a d'abord annoncé qu'il n'était pas au courant), ces points étant ensuite officiellement démentis^{23, 20}.

La mobilisation pour demander la libération d'Ingrid Betancourt se poursuit en France. Le chanteur Renaud écrit une chanson en son honneur (*Dans la jungle*) et organise différents concerts de soutien (notamment le 23 février 2006 au Zénith de Rouen ou au Zénith de Paris en novembre 2007).

2007

Un otage des FARC, le sous-officier colombien Jhon Frank Pinchao, parvenu à s'échapper, s'exprime sur ses difficiles conditions de détention et livre des indices dans la recherche d'Ingrid Betancourt. Il indique avoir rencontré l'otage le 28 avril 2007 et affirme qu'elle a essayé à cinq reprises de s'échapper²⁴.

Le président Álvaro Uribe annonce le 4 juin qu'il a libéré sans condition le chef guérillero des FARC, Rodrigo Granda, à la demande expresse de son homologue français Nicolas Sarkozy. Álvaro Uribe annonce également la libération à venir de plus de cent cinquante rebelles repentis afin d'inciter la guérilla à libérer ses otages. Au lendemain de sa libération, le chef guérillero a critiqué ce processus, qualifiant les rebelles repentis de « déserteurs » et « obscur personnages qui s'autoproclament commandants de troupes inexistantes ». « La louable intervention du président français en faveur de ma liberté a été dévoyée par M. Uribe et d'autres fonctionnaires du gouvernement qui y ont vu l'opportunité qu'ils recherchaient pour tenter de diviser les FARC », a déclaré Rodrigo Granda^[réf. nécessaire] qui a en revanche apporté ses remerciements à Nicolas Sarkozy.

Rodrigo Granda est depuis, recherché par Interpol à la suite d'une demande d'un juge paraguayen pour sa présumée implication dans l'enlèvement et le meurtre de la fille de l'ancien président de la République du Paraguay, Raúl Cubas²⁵.

Le 30 novembre 2007 les autorités colombiennes diffusent une vidéo d'Ingrid Betancourt²⁶ (récupérée avec une lettre de douze pages d'Ingrid Betancourt à sa famille, suite à l'arrestation à Bogota de trois hommes appartenant aux FARC) qui daterait vraisemblablement du 24 octobre 2007^[réf. nécessaire]. Elle y apparaît la tête baissée, extrêmement amaigrie et les cheveux très longs. L'otage n'y prononce pas le moindre mot.

Le 1^{er} décembre 2007, les FARC ont laissé entendre qu'elles souhaitent voir le président français Nicolas Sarkozy jouer un rôle accru dans le processus en cours concernant le sort des otages de la guérilla, dont Ingrid Betancourt, le gouvernement colombien également^[réf. nécessaire]. Le 6 décembre 2007, Nicolas Sarkozy adresse deux messages²⁷ (l'un radiodiffusé, l'autre télédiffusé) à destination des FARC et des otages. Le président français en appelle à la fibre humanitaire du chef des FARC, Manuel Marulanda Vélez, pour libérer le plus rapidement possible Ingrid Betancourt et exprime son rêve « de voir Ingrid au milieu des siens pour Noël ».

Le lendemain de la parution de la vidéo, des extraits de la lettre qu'Ingrid Betancourt a adressée à sa mère²⁸ sont rendus publics. La Franco-Colombienne y raconte la vacuité des jours, les vexations quotidiennes et la fatigue des longues marches imposées par la fuite permanente des guérilleros. Elle explique également que ce qui compte le plus pour elle dorénavant, est d'entendre la voix de ses enfants par l'intermédiaire d'une radio abîmée en sa possession. Elle demande précisément à ce que trois messages hebdomadaires lui soient envoyés par ce biais les lundis, mercredis et vendredis. Radio France internationale, captée dans la jungle colombienne, répondra positivement à la demande du Comité de soutien à Ingrid Betancourt. Après un premier envoi de message le 7 décembre, l'opération est prévue pour se prolonger jusqu'à la libération de l'otage²⁹.

Ingrid Betancourt a reçu l'aide de l'Église catholique romaine, qui a joué un rôle actif dans les négociations³⁰.

2008

Le 5 février 2008, deux millions de Colombiens manifestent contre les FARC. La gauche n'a pas appelé à manifester, mais la droite plus dure



La présidente d'Argentine Cristina Fernández de Kirchner avec Yolanda Pulecio, la mère d'Ingrid Betancourt (30 mai 2007)

et les para-militaires sont alors marginalisés car ils perdent leur monopole de la fermeté anti-FARC. Jusqu'alors critiqué par les deux camps et par une partie des médias, Alvaro Uribe apparaît comme le grand gagnant. La manifestation, dont il n'est pourtant pas l'instigateur³¹, le met en position de force face aux FARC comme face aux paramilitaires et à leurs soutiens, jusque dans son propre parti, où le scandale de la parapolitique bat son plein. Quatre dirigeants paramilitaires dont la tête a été mise à prix sont tués par la police, arrêtés ou extradés dans les trois mois qui suivent la grande manifestation, alors que l'arrestation un an plus tôt de Jorge Noguera Cotes, ex-chef des services secrets, après des révélations de presse fracassantes, avait fragilisé tout l'édifice paramilitaire.

Le 28 février 2008, un otage des FARC libéré quelques jours auparavant informe la France de l'état de santé alarmant d'Ingrid Betancourt. Il aurait précisé à Nicolas Sarkozy qu'Ingrid Betancourt subissait de multiples sévices, vivait dans des conditions inhumaines et était extrêmement affaiblie après avoir contracté une hépatite B. Le président de la République s'est exprimé sur le sujet le jour-même, ajoutant, entre autres, que la libération de l'otage était une question de vie ou de mort et qu'il était prêt à venir chercher Ingrid Betancourt à la frontière colombienne si telle était une condition posée par les FARC. Les enfants de l'otage se sont dits « extrêmement angoissés » par la situation de leur mère³².

Le 1^{er} mars 2008, à la suite d'une opération menée par l'armée colombienne, Luis Edgar Debia Silva, dit Raúl Reyes, considéré comme le numéro deux des FARC, est tué en territoire équatorien (à 1,8 km de la frontière colombienne), avec plusieurs autres membres importants de la guérilla³³. Si le gouvernement colombien considère ce résultat comme l'un des coups les plus durs portés aux FARC, et s'en félicite, la famille d'Ingrid Betancourt s'inquiète de ce qu'il puisse y avoir des répercussions négatives sur son éventuelle libération.

Concernant les circonstances de la mort du numéro deux des FARC et ses conséquences sur le sort d'Ingrid Betancourt l'ambassadeur de France en Équateur a laissé entendre quelques jours après la mort de Raúl Reyes que les États-Unis seraient impliqués, sans apporter plus de précision. Par ailleurs Fabrice Delloye, ex-mari d'Ingrid Betancourt, dans une interview au journal *France Soir* précise que le 26 février 2008, une réunion à Panama a réuni les délégués des pays médiateurs (Espagne, France, Suisse, NDLR) et le haut-commissaire colombien pour la paix Luis Carlos Respreto. Selon Delloye les délégués ont annoncé qu'ils allaient rencontrer Raul Reyes. L'officiel colombien leur aurait répondu que c'était très bien de vouloir rencontrer Reyes. Or toujours selon Fabrice Delloye, dans la nuit du 1^{er} mars, le président colombien, Álvaro Uribe décide sciemment de faire abattre Reyes en territoire équatorien sans prévenir ni les présidents des États médiateurs, ni le président Correa alors qu'il commet un acte de guerre dans son pays.

Dans une interview au journal colombien *Cambio*, la sénatrice Piedad Córdoba parle de Noël Saez, assesseur du gouvernement français frappé par la concomitance de la mort de Reyes, avec son appel précédent la localisation du chef guérillero.

Lors d'un point de presse officiel le 7 mars 2008, le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, confirme que la France était en contact avec le numéro deux des FARC, Raúl Reyes, quelques jours avant sa mort, alors que le 5 mars 2008, Laurent Wauquiez, porte-parole du premier ministre français François Fillon, affirmait qu'il n'y avait pas eu « pas récemment » de contact avec Paris à propos d'Ingrid Betancourt³⁴.

Dès lors les FARC présentent cette action militaire comme un « grave revers »³⁵ pour la libération d'Ingrid Betancourt et d'autres otages, qui était, selon la guérilla, en cours de négociation avec les présidents français, équatorien et vénézuélien (négociations confirmées à des degrés divers par ces trois pays). Raúl Reyes aurait en effet été, selon les FARC, leur porte-parole dans ces difficiles négociations. L'exécution de Reyes entraîne également une crise entre la Colombie et les pays voisins : l'Équateur, qui proteste contre l'incursion de l'armée colombienne sur son territoire, et le Venezuela, que la Colombie accuse d'appuyer les FARC, en se basant sur des documents retrouvés dans l'ordinateur portable de Raúl Reyes. Un groupe d'experts en affaires internationales, dont John Womack, de l'université Harvard, et Larry Birns, du Conseil des Affaires hémisphériques des États-Unis ont précisé selon un compte rendu rendu rapporté par TeleSUR que la Colombie avait exagéré à des fins politiques le contenu de ces ordinateurs. Selon eux mais également selon José Miguel Insulza « de manière évidente il n'existe pas de preuves qui lient le Venezuela avec les rebelles colombiens » notamment sur le plan financier.

Dans la nuit du 28 au 29 mars 2008, un Falcon 900, envoyé par l'Élysée, s'est posé « discrètement » sur la piste de Cayenne, en Guyane française (information reprise dans *le Journal du dimanche* du 30 mars 2008) : il s'agit d'un avion médicalisé, stationné sur une base militaire, dans l'attente d'un dénouement de l'affaire Betancourt, et la libération de l'otage, après qu'un médiateur colombien a affirmé le jeudi 27 mars 2008 qu'Ingrid Betancourt serait atteinte d'une hépatite B, d'une leishmaniose et souffrirait de malnutrition. Suite à ces informations plus qu'alarmantes, le Président Colombien Álvaro Uribe, lance un appel aux FARC le même jour, en proposant la libération de tous les guérilleros y compris les prisonniers FARC condamnés pour crime contre l'humanité, en échange de la libération d'Ingrid Betancourt (proposition jugée « illégale » par le ministère colombien de la Justice et l'ONU le 28 mars).

Par la suite, le dimanche 30 mars 2008, cet avion redécollera de la base militaire de Rochambeau, à quinze km de Cayenne, en Guyane, pour rejoindre Paris (décollage à 6h56 heure locale, 11h56 heure de Paris). L'avion repart vide : certaines sources militaires évoquent alors une opération de renfort pour l'opération « Harpie », destinée à lutter contre la clandestinité, lancée un mois plus tôt par Nicolas Sarkozy, président de la République française : une certaine confusion règne alors sur les raisons exactes de la présence de cet aéronef (resté trente-six heures à Rochambeau). L'Elysée confirmera dans la journée qu'un autre avion médicalisé reste en alerte permanente à Villacoublay, base militaire située près de Paris, prêt à décoller à tout moment, en cas de dénouement dans l'affaire Betancourt.

Quelques heures plus tard, le Premier ministre français, François Fillon, affirmera au journal télévisé de 20 h de TF1, en France, que le pays reste prêt à accueillir des guérilleros des FARC, qu'il qualifiera de « militants », si eux-mêmes libèrent Ingrid Betancourt. Dans une interview sur France Inter, le Premier ministre français ira plus loin en proposant le statut de réfugié politique aux guérilleros des FARC³⁶. L'association France Terre d'asile réagira promptement à ces propos en rappelant que le statut de réfugié politique ne peut être accordé à une personne dont on aura de sérieuses raisons de penser qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité³⁷. La réponse des FARC sur ces événements et la proposition relayée par Paris et Bogotá se fait alors attendre.

Mardi 1^{er} avril 2008, le journal *La Tribune* rapporte la publication lundi par l'Agence de presse bolivarienne, basée au Venezuela, d'un communiqué des FARC. Dans une lettre datée du 20 mars, Iván Márquez, un des sept leaders des Forces armées révolutionnaires de Colombie, explique qu'après l'attaque, qui a causé la mort du commandant Raúl Reyes, il était clair qu'« il n'y aurait pas de rencontre avec la délégation française en vue d'étudier la libération d'Ingrid ».

Après une réunion avec le comité de soutien à Ingrid Betancourt, Nicolas Sarkozy enregistre un second message à l'adresse des FARC et de

Manuel Marulanda Vélez, mardi 1^{er} avril 2008, pour lui demander de « libérer immédiatement Ingrid Betancourt » ; il ajoute : « Ce serait un crime de ne pas la relâcher ».

Mercredi 2 avril 2008, le gouvernement français annonce l'envoi d'une mission humanitaire composée de Noël Saez (ancien consul français à Bogotá), Daniel Parfait (diplomate et compagnon d'Astrid Betancourt) ainsi qu'un médecin pour « accéder à notre compatriote Ingrid Betancourt ».

Dans un communiqué *via* leur agence de presse ANNCOL, les FARC auraient qualifiée de naïve l'attitude de Nicolas Sarkozy.

Le 8 avril 2008 la guérilla des FARC a qualifié d'« irrecevable » la mission humanitaire, excluant ainsi d'agir sous « la pression médiatique ».

De plus, les FARC assurent à travers un communiqué diffusé par l'agence ANNCOL et rapporté dans l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* du 3 avril que la France est un pays capitaliste, que son président est de droite et qu'ils ne savent pas quelles sont les limites de la sincérité du président français. Comme le rapporte également ANNCOL, les FARC gardent le souvenir de la fâcheuse expérience de l'appel téléphonique de membres du gouvernement français qui a permis de localiser le camp de Raúl Reyes, et a permis à l'armée colombienne, avec le soutien des États-Unis, de procéder à son exécution.

Libération

Article détaillé : Opération Jaque.

Ingrid Betancourt est libérée le mercredi 2 juillet 2008, avec quatorze autres otages, par une opération de l'armée nationale colombienne³⁸.

Retour en France

Le surlendemain de sa libération elle décide de rejoindre la France. Elle rencontre à son arrivée le président de la République française Nicolas Sarkozy et les associations qui ont œuvré à sa libération³⁹. Le lendemain elle suit des examens médicaux à l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce et déjeune avec l'ancien premier ministre Dominique de Villepin, qui fut également son professeur⁴⁰. Elle est reçue au Sénat le 8 juillet⁴¹ puis à l'Assemblée nationale ainsi que par l'ancien président de la République Jacques Chirac le lendemain⁴².

Le 14 juillet, Nicolas Sarkozy lui remet les insignes de chevalier de la Légion d'honneur lors de la garden-party de l'Élysée.

Critiques

Le déferlement médiatique qui accompagne sa présence en France, en particulier lors de sa visite à Lourdes le 12 juillet 2008, suscite des critiques⁴³.

Le 26 février 2009 est paru aux États-Unis le livre *Out of Captivity*⁴⁴ écrit par Marc Gonsalves, Tom Howes et Keith Stansell, trois co-otages d'Ingrid Betancourt durant cinq ans et demi. Ces derniers dressent un portrait très peu flatteur de leur codétenue, fustigeant « son égoïsme, son orgueil et son arrogance » ainsi que sa façon d'avoir tenté de prendre le contrôle du camp où ils étaient retenus^{45,46}. Elle aurait par ailleurs mis la vie des otages américains en danger en déclarant aux guérilleros que ces trois hommes étaient des membres de la CIA⁴⁷. Ayant réussi à conserver sa radio, Betancourt aurait refusé de communiquer aux autres prisonniers les informations qu'elle recevait⁴⁵. Keith Stansell pour sa part, va jusqu'à affirmer qu'elle volait de la nourriture et qu'elle essayait de prendre le contrôle du camp de prisonniers⁴⁶. Gonsalves, qui noua une certaine amitié avec Betancourt⁴⁸, a cependant nuancé le propos de Stansell en affirmant qu'elle « ne rendait pas la vie facile aux guérilleros »⁴⁶.

Clara Rojas dénonce également l'attitude de Betancourt en la qualifiant de « mesquine ». Terme également employé par Juan Carlos Lecompte, pour qui elle est de plus « égoïste »⁴⁹.

Dans le magazine français *Elle* du 7 mars 2009, Patricia Balme, la chargée de communication d'Ingrid Betancourt, ajoute que celle-ci ne répondra à aucune accusation portée contre elle.

Le Point décrit en détails et analyse la personnalité de Betancourt dans un de ses articles, ce qui suscite une polémique⁵⁰.

Pendant sa détention, elle se lie d'amitié avec un sénateur Luis Eladio Pérez avec qui elle s'évade pendant 5 jours en juillet 2005.

Après sa libération

Dans une entrevue à la radio colombienne Radio Caracol, Ingrid Betancourt affirme à la fin du mois de septembre 2008 que, bien qu'elle rêve de retourner en Colombie, elle se sait en danger dans ce pays parce que, pour les FARC, elle reste « un objectif militaire ».



Ingrid Betancourt rencontre Madonna sous les yeux de la présidente argentine Cristina Fernández de Kirchner, à la *Casa Rosada* en décembre 2008.



Ingrid Betancourt allumant une bougie dans le sanctuaire de Lourdes, le 12 juillet 2008.

Elle affirme par ailleurs qu'elle n'a aucune intention de participer à nouveau à la vie politique colombienne. Elle explique toutefois qu'elle reste mobilisée pour obtenir la libération des otages restants aux mains des FARC, et qu'il existe « d'autres façons » d'aider son pays, y compris depuis l'étranger⁵¹.

Le 16 novembre 2008, le journaliste Mathieu Deslandes révèle dans le JDD qu'Ingrid Betancourt va exiger des comités qui se sont mobilisés pour sa libération qu'ils n'utilisent plus son nom.

Le 22 novembre 2008, à l'hôtel de ville de Paris, Ingrid Betancourt a expliqué à deux cent membres de comités de soutien venant de France et de toute l'Europe, qu'elle ne voulait plus que son nom soit utilisé⁵². En conséquence, la « Fédération internationale des comités Ingrid Betancourt » (Ficib) a adopté le nom « Fédération internationale des comités libertad pour la libération des otages en Colombie » (Ficloc). Son logo a également été modifié. Il ne reprend plus le visage d'Ingrid, mais une main sortant de trois fils de fer barbelé avec le slogan « Libertad »⁵³.

En avril 2009, le magazine *Closer*⁵⁴ annonce qu'Ingrid Betancourt pourrait faire ses débuts comme animatrice de télévision, Alexia Laroche-Joubert ayant des projets pour elle.

En janvier 2010⁵⁵, son ancien mari Juan Carlos Lecompte, alors en plein divorce avec Ingrid Bétancourt, annonce la sortie de son livre *Ingrid et moi, une liberté douce-amère*, publié en français aux éditions Alphée où il accuse la guérilla des FARC d'avoir rendu son ex-compagne très glaciale.

En juillet 2010, Ingrid Betancourt engage des poursuites contre l'État colombien, réclamant 6,6 millions de dollars de dommages-intérêts à titre de compensation pour les traumatismes et les pertes de revenus dus à sa période de captivité⁵⁶. Cette demande scandalise les autorités et l'opinion publique colombiennes qui rappellent que l'armée colombienne avait tenté de la dissuader de se rendre dans la jungle et a pris d'importants risques lors de l'opération Jaque qui permit sa libération⁵⁷. Au cours d'un entretien télévisé mené par Dario Arizmendi le 11 juillet 2010, Ingrid Betancourt assure très émue qu'elle regrette sa demande d'indemnisation présentée à l'État colombien, et précise qu'elle n'ira pas plus loin qu'une démarche de "conciliation extrajudiciaire". Elle estime également avoir un "pacte de sang" avec l'armée de son pays⁵⁸. En juillet 2010, elle arrête ces démarches et précise que ce n'est pas elle seule qui avait fait cette demande, mais ses anciens compagnons de détention et que l'argent était destiné à une fondation⁵⁹. Le 17 juillet, Ingrid Betancourt annonce avoir refusé une indemnité de la France et émanant du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions. Parallèlement à sa démarche en Colombie, le Fonds avait accepté de lui verser une indemnité de 450 000 euros pour ses six années de détention, mais elle l'a refusée, jugeant l'indemnisation trop faible au regard de son préjudice⁶⁰. Ce retour en arrière s'explique par la crainte de voir la polémique sur l'action judiciaire qu'elle envisageait de mener contre l'État colombien de se répandre en France⁶¹. Elle annonce également qu'elle a totalement renoncé à faire de la politique⁶².

En septembre 2010 Ingrid Bétancourt publie un livre *Même le silence a une fin* relatant avec lucidité et sérénité, tout en exprimant sa foi, le calvaire de ses six années et demi de détention par les FARC, décortiquant le lent processus qui aboutit à la mesquinerie et aux tensions entre prisonniers, ne s'épargnant pas elle-même, mais surtout faisant vivre la dureté de ses conditions de vie, les brimades, brutalités, mauvais traitements et humiliations incessants, et mettant en lumière l'impasse idéologique des FARC qui se traduit par une absence totale de respect des droits humains.

Publications

- Sí sabía*, 1996 : enquête sur le financement de la campagne électorale d'Ernesto Samper par le cartel de Cali
- Ingrid Betancourt, en collaboration avec Lionel Duroy, *La Rage au coeur*, Paris, XO Éditions, 2001, 250 p. (ISBN 9782744147975). Prix spécial du Jury Prix Vérité, 2007
- Même le silence a une fin*, Éditions Gallimard, 2010 (ISBN 978-2-07-012664-4)

Voir aussi

Articles connexes

- Álvaro Uribe, président de la République de Colombie
- Conflit armé colombien
- Clara Rojas, sa directrice de campagne, enlevée en même temps qu'elle et libérée le 10 janvier 2008
- Juan Carlos Lecompte, son mari, candidat aux législatives colombiennes de mai 2006
- Armée nationale colombienne
- Opération Jaque
- Colombie

Bibliographie

- Delphine Caroff, *Ingrid Betancourt ou la médiatisation de la tragédie colombienne*, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », Paris, Budapest et Turin, 2 juin 2004, 196 p., (ISBN 978-2747567428)
- Juan Carlos Lecompte, *Au nom d'Ingrid* (traduction d'Isabelle Gugnon), Denoël, coll. « Impacts », Paris, 17 février 2005, 221 p., (ISBN 978-2207256855).



Ingrid Betancourt en 2008.

- Jacques Thomet, *Ingrid Betancourt : histoire de cœur ou raison d'État ?*, éditions Hugo et Compagnie, coll. « Hugo doc », Paris, 13 janvier 2006, 221 p., (ISBN 78-2755600728)
- Yolanda Pulecio Betancourt, *Ingrid, ma fille, mon amour*, éditions Robert Laffont, préface et traduction de Christiane Rancé, Paris, 2 novembre 2006, 259 p. + 8 p. de planches illustrées, (ISBN 978-2221107980)
- Ingrid Betancourt, Mélanie et Lorenzo Delloye-Betancourt, *Lettres à maman : par-delà l'enfer*, Préface d'Elie Wiesel, éditions du Seuil, Paris, 4 janvier 2008, 61 p., (ISBN 978-2020977739)
- Jean-Jacques Kourliandsky, *Ingrid Betancourt : par-delà les apparences* (avec une préface de préface de Rafael Jorba), éditions Toute Latitude, 1^{er} avril 2008, 121 p., (ISBN 978-2-35282-018-5)
- Pascal Drouhaud, *FARC: Confessions d'un guérillero*, Choiseul éditions, 15 février 2008, 204 p., (ISBN 978-2-916722-16-0)
- Éric Raynaud, *Ingrid Betancourt, femme courage !*, éditions Alphée, 2008.
- Mario Torres, *Ingrid Betancourt, ce qu'elle n'a pas dit !*, Éditorial Hermes, octobre 2009 - www.hermes-editorial.com (http://www.hermes-editorial.com)
- Michaël Rabier, *Ingrid Betancourt, un storytelling modèle ?*, Ina éditions, 2011.

Filmographie

- Ingrid Betancourt : six ans dans la jungle* (*Hostages : the Kidnapping of Ingrid Betancourt*), film documentaire d'Angus McQueen, Royaume-Uni, 2010, 90'

Chanson

- Le chanteur Renaud a chanté une chanson intitulée *Dans la jungle*, en l'honneur d'Ingrid Betancourt, dans son album *Rouge sang* (2006).

Liens externes

- Catégorie Betancourt, Ingrid (http://www.dmoz.org/World/Fran% 3% a7ais/Soci% 3% a9t% 3% a9/Personnes/Disparition/Betancourt,_Ingrid/) de l'annuaire dmoz

Notes et références

- La nouvelle vie d'Ingrid Betancourt (http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2285/articles/a381461-la_nouvelle_vie_dingrid_betancourt.html) - *Le Nouvel Observateur*, 21 août 2008
- Son père utilisait également quand il était en poste à Paris à l'UNESCO dans les années 1960-1970 l'orthographe Betancur, mais la date de changement officiel de l'orthographe n'est pas connue : http://www.hermes-editorial.com/chapitres/ch4.html http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001853/185375fb.pdf
- « Betancourt : un échec diplomatique (http://www.lexpress.fr/actualite/monde/betancourt-un-echec-diplomatique_525604.html) », *L'Express*, 10 juillet 2008
- Íngrid Betancourt a été libérée (http://www.rfi.fr/actufr/articles/103/article_68142.asp) , RFI
- (en)** *Global Greens Second Congress 2008 - Ingrid Betancourt Resolution* (http://www.globalgreens.org/brazil2008/resolutions/ingrid_betancourt) sur globalgreens.org, consulté le 26 février 2009.
- EducWeb (http://www.educweb.org/Projets/Ingrid/QuesRep/Famille.htm) , "Site EducWeb, partie Questions réponses"
- Jacques Thomet, *Ingrid Betancourt, Histoire de cœur ou raison d'État ?*, éd. Hugo et compagnie, Paris, 2006, p.56
- « Íngrid Betancourt, la course contre la montre » (http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2249/articles/a362212.html) , *Le Nouvel Observateur*, 13 décembre 2007
- « Colombie : "Pour les FARC, Íngrid Betancourt vaut de l'or" » (http://www.lexpress.fr/actualite/monde/pour-les-farc-ingrid-betancourt-vaut-de-l-or_471600.html) , Propos recueillis par Marie Simon, L'Express du 31 mars 2008
- Patrick Bèle, *L'ex mari d'Ingrid Betancourt tente de se reconstruire*, article du figaro.fr du 25 janvier 2010 (http://www.lefigaro.fr/actualites/2010/01/21/01001-20100121ARTFIG00537-l-ex-mari-d-ingrid-betancourt-tente-de-se-reconstruire-.php)
- « Ingrid Betancourt très émue par Benoît XVI », *Le Figaro*, mardi 2 septembre 2008, p. 9
- Interview (http://www.radiovaticana.org/fr1/Articolo.asp?c=228009) sur Radio Vatican le 1^{er} septembre 2008
- Jacques Thomet, *Ingrid Betancourt, Histoire de cœur ou histoire d'État*, éd. Hugo et compagnie, 2006, p.127
- Jacques Thomet, *Ingrid Betancourt, Histoire de cœur ou affaire d'État ?*, éd. Hugo et compagnie, Paris, 2006, pp.71 à 76
- Maurice Lemoine, « La Colombie d'Íngrid Betancourt (http://www.monde-diplomatique.fr/2006/04/LEMOINE/13332) » sur *Le Monde diplomatique*, monde-diplomatique.fr, avril 2006, p. 1, 12 et 13. Consulté le 16 décembre 2007
- Andrés Pastrana, *La palabra bajo fuego*, éd. Planeta Colombia, 2005, citation autorisée par l'éditeur in Jacques Thomet,*Ingrid Betancourt, Histoire de cœur ou affaire d'État ?*, éd. Hugo et compagnie, Paris, 2006, pp.80&81, entretien
- L'émission *Un jour, une heure* sur France 2 a procédé à une reconstitution des événements, dans le cadre d'une enquête intitulée *Íngrid Betancourt, les secrets d'un enlèvement* La vidéo de l'émission (http://www.ingridbetancourt-idf.com/base/article.php3?id_article=245) .
- Jacques Thomet,*Ingrid Betancourt, Histoire de cœur ou affaire d'État ?*, éd. Hugo et compagnie, Paris, 2006, p.79
- François Hauter, *L'Íngridgate" ou la France perdue dans le labyrinthe colombien*, article du *Figaro*, (http://www.lefigaro.fr/international/2006/02/14/01003-20060214ARTFIG00051-l_ingridgate_ou_la_france_perdue_dans_le_labyrinthe_colombien.php) 15 octobre 2007
- Axel Gylden, « Quand Paris voulait doubler Bogota (http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/quand-paris-voulait-doubler-bogota_478159.html) » sur *L'Express*, lepress.fr, 22 février 2007
- Aida Duvaltier, l'otage franco-colombienne oubliée 09/10/2005 - Le Monde, Libération; Le Nouvel Obs, Stop Infos (http://www.educweb.org/webnews/ColNews-Oct05/French/Articles/AidaDuvaltierl'otagefranco.html)
- Jacques Thomet, *Ingrid Betancourt, Histoire de cœur ou raison d'État*, éd. Hudo et compagnie, 2006, p.102
- France 2, « entretien du ministre des Affaires étrangères M. Dominique de Villepin avec France 2 (http://www.diplomatie.gouv.fr/actu/bulletin.asp?liste=20030728.html&submit.x=9&submit.y=4#Chapitre3) », ministère des Affaires étrangères, 27 juillet 2003. Consulté le 25 janvier 2008
- Revue de presse de mai 2007 (http://www.educweb.org/webnews/ColNews-May07/French/Articles/ÍngridBetancourtaessayede.html)
- Mandat d'arrêt international contre le commandant des FARC, Rodrigo Granda, libéré grâce à Nicolas Sarkozy - Un journalisme d'investigation (http://jacquesthomet.unblog.fr/2008/04/03/mandat-darret-international-contre-le-commandant-des-farc-rodrigo-granda-libere-grace-a-nicolas-sarkozy/)
- une vidéo de preuve de vie d'Íngrid Betancourt (http://www.agirpouringrid.com/La-video-de-la-preuve-de-vie-d.html) sur *Comité IDF pour la libération d'Íngrid Betancourt, Clara Rojas et tous les otages en Colombie*. Consulté le 25 janvier 2008
- les messages de Nicolas Sarkozy (http://www.agirpouringrid.com/La-video-de-la-preuve-de-vie-d.html) sur *Comité IDF pour la libération d'Íngrid Betancourt, Clara Rojas et tous les otages en Colombie*. Consulté le 25 janvier 2008
- la lettre d'Íngrid Betancourt (http://www.agirpouringrid.com/Extraits-de-la-lettre-d-ingrid.html) sur *Comité IDF pour la libération d'Íngrid Betancourt, Clara Rojas et tous les otages en Colombie*. Consulté le 25 janvier 2008

29. Le message d'espoir des enfants d'Ingrid (http://www.rfi.fr/actu/fr/articles/096/article_60026.asp) sur *Radio France internationale*, rfi.fr. Mis en ligne le 7 décembre 2007, consulté le 16 décembre 2007
30. Article d'Angola Press (<http://www.angolapress-angop.ao/noticia-f.asp?ID=593908>)
31. Article (http://www.rfi.fr/actu/fr/articles/098/article_62314.asp) de RFI
32. AFP : Sarkozy appelle les FARC à ne pas laisser mourir Betancourt, angoisse de la famille (http://afp.google.com/article/ALeqM5gKad0W_HxzzE614STUu-EZht_vVA)
33. **(es)** Communiqué de l'armée colombienne (<http://www.ejercito.mil.co/?idcategoria=199177>)
34. Raúl Reyes n'allait ni libérer Ingrid Betancourt ni rencontrer Nicolas Sarkozy - Un journalisme d'investigation (<http://jacquesthomet.unblog.fr/2008/03/05/raul-reyes-nallait-ni-liberer-ingrid-betancourt-ni-rencontrer-nicolas-sarkozy/>)
35. Une transfuge des Farc assure que les guérilleros « craquent » - Yahoo! Actualités (<http://fr.news.yahoo.com/rtrs/20080304/tts-colombie-farc-ca02f96.html>)
36. Astrid Betancourt : Un journalisme d'investigation (<http://jacquesthomet.unblog.fr/tag/astrid-betancourt/>)
37. Dernière minute Ingrid Betancourt : Un journalisme d'investigation (<http://jacquesthomet.unblog.fr/tag/derniere-minute-ingrid-betancourt/>)
38. {{lien Opération Jaqueweb|url=<http://www.rtlinfo.be/news/article/145793/--Ingrid+Betancourt+a+ete+liberee%7Csite=www.rtlinfo.be|titre=Ingrid Betancourt est libre|date=2 juillet 2008|consulté le=2 juillet 2008>}}.
39. Le Point du 4 juillet 2008, Ingrid Betancourt est en France (<http://www.lepoint.fr/actualites-monde/en-direct-ingrid-betancourt-est-de-retour-en-france/924/0/258041>)
40. AFP : Ingrid Betancourt a déjeuné avec Dominique de Villepin à Paris (<http://afp.google.com/article/ALeqM5hT3oundF74ehDC1giR1K1Zhc-W1Q>)
41. Les sénateurs français debout pour saluer Ingrid Betancourt (<http://www.romandie.com/infos/news2/080708174348.61pfsv05.asp>)
42. Le Figaro - Flash actu : Chirac rend hommage à Betancourt (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2008/07/09/01011-20080709FILWWW00521-chirac-rend-hommage-a-betancourt.php>)
43. François-Bernard Huyghe, « Cathodique et catholique : Ingrid sanctissima » (http://www.huyghe.fr/actu_568.htm)
44. Lire le livre en ligne (<http://browseinside.harpercollins.com/index.aspx?isbn13=9780061769528>) , sur le site de l'éditeur.
45. « États-Unis : trois ex-otages racontent leur relation difficile avec Ingrid Betancourt » (http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iK7xTIHbckYHhz6-2j_JpOsFpW4Q) , AFP, 26 février 2009
46. « Dans un livre, trois ex-otages américains des FARC ne sont pas tendres avec Ingrid Betancourt » (<http://fr.news.yahoo.com/3/20090226/twl-usa-colombie-otages-betancourt-livre-224d7fb.html>) , Associated Press
47. « L'icône Betancourt mise à mal dans un livre » (http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/02/27/l-icone-betancourt-egratignee_1161402_3224.html) , *Le Monde*, 27 février 2009
48. **(en)** « *Book Casts Harsh Light on Ex-Hostage in Colombia* » (http://www.nytimes.com/2009/02/27/world/americas/27betancourt.html?_r=2&em) , *The New York Times*, 27 février 2009
49. « Ingrid Betancourt : Clara Rojas la critique sévère ! » (<http://www.voici.fr/potins-people/les-potins-du-jour/ingrid-betancourt-clara-rojas-la-critique-severe-286504>) , sur *voici.fr*
50. <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2009-04-17/polemique-ingrid-betancourt-ange-ou-demon/920/0/335902>
51. **(es)** *Íngrid Betancourt, de nuevo objetivo militar de las Farc* (<http://www.elspectador.com/noticias/paz/articulo-ingrid-betancourt-de-nuevo-objetivo-militar-de-farc>)
52. Ingrid Betancourt ne veut plus qu'on utilise son nom (http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/ameriques/20081123.OBS2270/ingrid_betancourt_ne_veut_plus_quon_utilise_son_nom.html) , nouvel Obs.
53. Ingrid Betancourt exige de retomber dans l'anonymat (<http://www.voici.fr/potins-people/les-potins-du-jour/ingrid-betancourt-exige-de-retomber-dans-l-anonymat-257174>) , *Voici*.
54. « Ingrid Bétancourt va-t-elle devenir animatrice télé ? » (<http://jeanmarcmorandini.tele7.fr/article-25541-ingrid-betancourt-va-t-elle-devenir-animatrice-tele.html>) sur le blog de Jean-Marc Morandini
55. Récit amer du mari d'Ingrid Betancourt sur une libération "hollywoodienne" (<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hK3rBjnk3ErL3rPMWWj77TReRVNQ>) d'après une dépêche de l'AFP
56. <http://fr.news.yahoo.com/4/20100709/tts-colombie-betancourt-ca02f96.html>
57. http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/07/10/la-colombie-scandalisee-par-la-demande-d-ingrid-betancourt_1386455_3222.html
58. http://www.lepoint.fr/monde/colombie-l-ex-otage-des-farc-ingrid-betancourt-regrette-d-avoir-exige-de-l-argent-12-07-2010-1213584_24.php
59. Ingrid Betancourt s'explique sur sa demande d'indemnisation Le Point (http://www.lepoint.fr/societe/ingrid-betancourt-s-explique-sur-sa-demande-d-indemnisation-29-07-2010-1219867_23.php)
60. <http://www.lejdd.fr/International/Actualite/Pourquoi-Ingrid-Betancourt-renonce-208121/>
61. <http://www.lefigaro.fr/international/2010/07/18/01003-20100718ARTFIG00051-ingrid-betancourt-refuse-une-indemnisation-francaise.php>
62. Plus de politique pour Ingrid Betancourt (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/07/29/97001-20100729FILWWW00334-ingrid-betancourt-arrete-la-politique.php>)

Ce document provient de « http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=%C3%8Dngrid_Betancourt&oldid=72924154 ».

Dernière modification de cette page le 7 décembre 2011 à 23:25.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons paternité partage à l'identique ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipédia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.